

L'alliance franco-russe et le rôle de la Marine dans son établissement

Vice-amiral d'escadre (2s) Éric Schérer

*Membre titulaire de l'Académie de Marine
Administrateur de La Sabretache*

La Marine française eut une importance capitale dans l'établissement de l'amitié franco-russe à la fin du dix-neuvième siècle, car ses bâtiments hier comme aujourd'hui, s'ils sont d'abord de formidables outils de combat, sont également des vecteurs importants de la politique étrangère de notre pays, en montrant le pavillon sur toutes les mers du monde et en faisant relâche dans de nombreux ports étrangers, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler la diplomatie navale.

Nous allons successivement évoquer l'évolution des relations franco-russes au cours du dix-neuvième siècle, le rapprochement opéré à partir de la fin des années 1880, le rôle que la Marine nationale tint dans la conclusion de l'Alliance et sa consolidation, et enfin les relations entre les marines russe et française à l'approche de la Première Guerre mondiale.

Les relations franco-russes de 1815 à la fin des années 1880.

Un rapprochement franco-russe n'allait pas de soi, même s'il faisait sens sur le plan géostratégique. Les relations entre les deux pays avaient connu de nombreuses anicroches au cours du dix-neuvième siècle. Rappelons tout d'abord que la Russie faisait partie des vainqueurs en 1814 puis 1815 contre Napoléon. Avec la Grande-Bretagne, la Prusse et l'Autriche, elle contribua lors du Congrès de Vienne à isoler la France pour installer un ordre européen favorable à une paix durable sous le contrôle de ces puissances et à l'abri du perturbateur français. Pourtant, les élites russes, largement francophones, aimaient la France et sa culture comme le tsar Alexandre I^{er} l'avait montré lors de ses séjours parisiens.

Passé l'épisode de l'indépendance grecque avec la bataille de Navarin en 1827, au cours de laquelle les escadres alliées française, russes et britannique détruisirent conjointement la flotte turco-égyptienne, il n'y eut en matière d'interaction sérieuse entre la Russie et la France que la guerre de Crimée. Les relations entre nos deux pays, mais aussi et surtout avec la Grande-Bretagne, achoppèrent souvent jusqu'après 1870 sur les velléités russes de grignoter l'empire ottoman, au titre de la défense des droits des chrétiens d'Orient, surtout du monde orthodoxe – la France se posait elle en défenseure des catholiques romains et affiliés –, mais surtout de permettre l'accès sans contrainte de sa flotte de la mer Noire aux mers chaudes, alors que la Sublime Porte contrôlait le verrou du Bosphore.

Et ce furent précisément les ambitions russes contre la Turquie, l'homme malade de l'Europe, qui conduisirent de 1853 à 1856, aux côtés de ce pays, la France, la Grande-Bretagne à intervenir d'abord dans les provinces danubiennes, puis avec le Piémont-Sardaigne en Crimée pour faire cesser l'agression russe. Au cours de cette guerre, qui connut également des développements en mer Baltique, Français et Russes furent opposés, les combattants terrestres se montrant un certain respect mutuel, en attestèrent les scènes de fraternité observées au cours des trêves permettant le relevage des soldats morts au combat¹, tandis que les marins des deux pays n'eurent pas à s'affronter. La guerre de Crimée se conclut par le traité de Paris par lequel la Russie admettait sa défaite. Le traité imposa la neutralisation de la mer Noire et l'interdiction de la navigation aux navires de guerre et de la construction de fortifications...

En 1870, la position des Russes fut pleine d'ambiguïté au début du conflit qui opposa la France à l'Allemagne.

La marine impériale française, estimant que la Russie n'avait pas bien accepté sa défaite en 1856, se méfia de la marine russe quand elle décida d'opérer en mer Baltique. La nouvelle de l'appareillage de la flotte de Cronstadt qui aurait levé l'ancre peu avant le 1^{er} août 1870 suscita quelques inquiétudes². Cette préoccupation concerna également la division des mers de Chine et du Japon qui se serait estimée en grande infériorité si la Russie avait pris le parti de la Prusse en Extrême-Orient³.

¹ ROUSSET (CAMILLE), *Histoire de la guerre de Crimée, tome second*, Librairie Hachette et Cie, 1877, p. 120.

² Lettre du ministre de la Marine au capitaine de vaisseau de Champeaux, envoyé en mission à Copenhague (SHD Vincennes MV BB2 483).

³ Lettre du contre-amiral commandant la division navale des mers de Chine et du Japon au ministre de la Marine du 19 août 1870 (SHD Vincennes MV BB4 941). Noter que la déclaration de guerre n'était pas encore parvenue sur ce théâtre lointain ; la dégradation de la situation internationale était cependant connue.

Se montrant initialement opposée à une alliance franco-danoise envisagée pour le projet d'expédition française en Baltique, le tsar Alexandre II finit par y consentir, après que la France lui eut proposé de réviser le traité de 1856, mais à la condition *de ne pas exiger du roi Christian une coopération ostensible et effective. C'est contraint et forcé, hors d'état de résister que le Roi doit paraître agir et violer la neutralité*⁴. En définitive, la Russie, bien que bienveillante envers la Prusse, n'entreprit rien contre la France, si ce n'est de profiter des revers qui accablèrent celle-ci, ceci afin de dénoncer les conditions que lui avait imposées le traité de paix 1856⁵.

Après sa défaite, en 1871, la France était isolée. Par le traité de Francfort, Bismarck fit tout pour construire des alliances continentales l'excluant totalement. La guerre qui s'achevait avait par ailleurs montré que la France était désormais trop faible face au nouvel empire allemand. La recherche d'un allié s'imposait mais elle s'avérait particulièrement complexe car le chancelier allemand avait réussi à créer une alliance des trois empereurs, Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie, en dépit de l'opposition des deux derniers dans les Balkans. Cependant, la France s'engagea dès 1871 dans la recherche d'une alliance avec la Russie, ainsi qu'en atteste les instructions du ministre des Affaires étrangères Jules Favre au général Le Flô, nouvel ambassadeur à Saint-Petersbourg. De son côté, consciente de la puissance allemande, la Russie sentait bien qu'il était de son intérêt que fût rétablie une France forte. Pourtant, après une nouvelle guerre contre la Turquie en 1877, elle ne reçut pas le soutien de Paris lors du congrès de Berlin consécutif à l'arrêt des combats en 1878.

Les relations franco-russes prirent un nouvel essor en 1887 quand la Russie fut une nouvelle fois en difficulté avec l'Autriche-Hongrie au sujet de la Bulgarie. L'Allemagne dut même renoncer à déclencher une guerre contre la France, car si elle avait obtenu la signature du traité de réassurance avec la Russie, les conditions de celui-ci, secret, ne facilitait pas une agression allemande : la Russie ne promettait de rester neutre que dans le cas d'une attaque française contre l'Allemagne, qui promettait, elle, de rester neutre dans le cas d'une attaque austro-hongroise contre la Russie. De plus, l'Allemagne se déclarait elle-même neutre dans le cas d'une intervention russe dans le Bosphore ou les Dardanelles. A contrario, rien n'était prévu en cas de guerre provoquée par l'Allemagne contre la France... De surcroît, au moment de son renouvellement en 1890, qui fut demandé par la Russie, Guillaume II refusa cette prorogation, considérant que les liens familiaux avec la famille impériale russe étaient suffisants en termes de garantie. La France et la Russie avaient par ailleurs en commun une concurrence avec l'Angleterre en matière de politique coloniale, la première en Afrique, la seconde en Asie.

La voie était donc libre pour un rapprochement franco-russe⁶.

La construction de l'Alliance franco-russe.

La diplomatie française fut donc très active à partir de 1887 pour charmer la Russie. En parallèle, s'opéra un rapprochement économique favorable à l'amélioration des relations : la Russie devant investir pour développer son industrie émit plusieurs emprunts auprès des banquiers français en 1888, 1889, 1890 et 1891, qui recueillirent un grand succès auprès des épargnants⁷.

En 1890, le tsar invita une mission militaire française dirigée par le général de Boisdeffre, ancien attaché militaire français à Saint-Petersbourg de 1879 à 1882, qui y avait noué de nombreux contacts, à assister aux grandes manœuvres de l'armée russe. Peu après, l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg rendit compte des possibilités de rapprochement sur le plan militaire entre les deux pays, après la mission Boisdeffre, lequel avait eu des contacts quotidiens avec le ministre de la Guerre et le chef d'état-major général⁸.

⁴ Télégramme du général Fleury, ambassadeur à Saint-Petersbourg, du 4 août 1870, cité par GUIHENEUC (Olivier), « L'expédition combinée de la Baltique en 1870 », *Revue maritime* tome 9, 1924, p. 97.

⁵ Lettre du capitaine de vaisseau commandant en chef la division navale du Levant au ministre de la Marine du 10 novembre 1870 (SHD Vincennes MV BB4 939).

⁶ MANFRED (A. Z.), « Quelle fut la cause de l'Alliance franco-russe ? », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 1, n°1, Mai 1959, pp. 148-164.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Documents diplomatiques. L'alliance franco-russe*, Imprimerie nationale, 1918, p. 1.

Par ailleurs une grande exposition française eut lieu à Moscou en 1891, pour laquelle le tsar Alexandre III mit à disposition le palais de l'exposition nationale russe, signe de ses bonnes dispositions à l'égard de notre pays⁹.

En juillet 1891, enfin, une escadre française se rendit à Cronstadt en Baltique, idée initiale de l'attaché naval français, le lieutenant de vaisseau Voiellaud, conscient de l'importance du rôle que pouvait jouer une flotte en matière de relations extérieures, qui fut approuvée par le Conseil des ministres à Paris après un feu vert du Quai d'Orsay, ce dernier ayant néanmoins posé des restrictions *pas plus de trois à quatre bâtiments* – la Marine irait au-delà –, surtout *pas plus d'un contre-amiral*, et naturellement par Alexandre III qui était le maître de la politique étrangère de son empire. Le contre-amiral Gervais, dont l'escadre était désignée pour cette escale, reçut la recommandation suivante à Paris avant son départ *Surtout, évitez soigneusement les côtes d'Allemagne*, la Baltique n'étant pas un théâtre naturel pour la flotte française, mais il croiserait finalement une escadre allemande.

L'escadre française appareilla de Cherbourg le 19 juin au soir : l'amiral mit sa marque sur le vieux cuirassé *Marengo* ; s'y ajoutait le cuirassé *Marceau* en provenance de Toulon et récemment construit à la Seyne – ce bâtiment pourrait intéresser les Russes qui faisaient construire des navires à l'étranger –, les cuirassés garde-côtes *Requin* et *Furieux*, le croiseur *Surcouf*, l'avisos *Lance* et les torpilleurs 128 et 129¹⁰.

La visite fut un succès populaire : *L'escadre avait mouillé à Cronstadt le 23 juillet et fut reçue avec enthousiasme. On ne mit aucune restriction à la participation de la foule à la réception. C'était la première fois, comme le faisait observer avec aigreur l'ambassadeur d'Allemagne, que la population était libre de manifester dans les rues à propos d'autre chose que de fêtes d'église... Le point culminant de la réception était atteint le 25 juillet. L'empereur et l'impératrice venant de Peterhof avec leurs enfants visitent l'escadre française. Leur arrivée est saluée par une salve de 101 coups de canon... En abordant le Marengo, ils sont reçus par l'amiral Gervais et l'ambassadeur de France. Un tonnerre d'acclamations les accueille. Le tsar Alexandre III, après avoir passé la revue, félicite les marins de leur bonne tenue... La figure d'Alexandre III écoutant la Marseillaise est restée dans les annales historiques car jusqu'à ce jour cet hymne révolutionnaire était interdit en Russie*¹¹.

Dès le 24 juillet 1891, le ministre des Affaires étrangères Ribot donna des instructions à l'ambassadeur de France pour l'entente franco-russe. Il plaidait pour un accord ambitieux qui serait allé jusqu'à la mobilisation des armées des deux pays dès qu'un pays de la Triple Alliance – Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie – aurait mobilisé les siennes.

En raison de l'entente cordiale qui existe entre les deux pays, les Gouvernements se concerteront sur toutes questions qui pourraient mettre en cause le maintien de la paix en Europe. Il est d'ailleurs entendu que, si l'une des Puissances de la Triple Alliance venait à mobiliser ses forces, la France et la Russie, sans avoir besoin de se concerter au préalable, mobiliseraient immédiatement et simultanément les leurs. Ce texte serait plusieurs fois modifié avant d'être présenté au tsar qui considéra que le projet d'accord allait un peu trop loin et qu'il demandait réflexion. Alexandre III ne voulait pas que l'Allemagne se sentît d'emblée menacée¹².

Le général de Boisdeffre, alors sous-chef d'état-major, fut invité une nouvelle fois à assister aux grandes manœuvres de l'armée russe en août 1892. Il eut de nombreux échanges avec le ministre de la Guerre et le chef d'état-major russes sur le projet de convention militaire qu'il signa avec ce dernier le 17 août : *La France et la Russie, étant animées d'un égal désir de conserver la paix, et n'ayant d'autre but que de parer aux nécessités d'une guerre défensive, provoquée par une attaque des forces de la Triple Alliance contre l'une ou l'autre d'entre elles, sont convenues des dispositions suivantes :*

1. *Si la France est attaquée par l'Allemagne, ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne. Si la Russie est attaquée par l'Allemagne, ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne.*

⁹ DESCHAMPS (Philippe), *Le livre d'or de l'Alliance franco-russe*, 1898, p. 2.

¹⁰ SAIBENE (Marc), *La marine impériale russe de 1870 à sa chute*, Éditions Lela Presse, 2020, p. 72.

¹¹ SHELDON-DUPLAIX (Alexandre), « L'Alliance franco-russe et ses implications navales », *Neptunia HS*, 2010, p. 10.

¹² *Documents diplomatiques*, *Ibid*, p. 15.

2. Dans le cas où les forces de la Triple Alliance, ou d'une des Puissances qui en font partie, viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement, et sans qu'il soit besoin d'un concert préalable, mobiliseront immédiatement et simultanément la totalité de leurs forces, et les porteront le plus près possible de leurs frontières.
3. Les forces disponibles qui doivent être employées contre l'Allemagne seront, du côté de la France, de 1,300,000 hommes, du côté de la Russie, de 700,000 à 800,000 hommes. Ces forces s'engageront à fond, en toute diligence, de manière que l'Allemagne ait à lutter, à la fois, à l'Est et à l'Ouest.
4. Les États-Majors des Armées des deux pays se concerteront en tout temps pour préparer et faciliter l'exécution des mesures prévues ci-dessus. Ils se communiqueront, dès le temps de paix, tous les renseignements relatifs aux armées de la Triple Alliance qui sont ou parviendront à leur connaissance. Les voies et moyens de correspondre en temps de guerre seront étudiés et prévus d'avance.
5. La France et la Russie ne concluront pas la paix séparément.
6. La présente Convention aura la même durée que la Triple Alliance.
7. Toutes les clauses énumérées ci-dessus seront tenues rigoureusement secrètes.¹³

En cas d'agression de l'Allemagne contre la France ou la Russie, elle serait donc obligée de partager ses forces pour combattre sur deux fronts, à l'Ouest et à l'Est. Mais il est important de remarquer dans ce projet qu'il ne s'agissait que de mesures défensives ; la Russie ne voulait pas soutenir une éventuelle agression française contre l'Allemagne ; elle ne voulait pas entretenir un esprit de revanche offensif chez son partenaire. D'ailleurs, le tsar mettrait plus d'un an pour approuver officiellement l'accord.

Entre temps, Paris avait proposé dès le printemps 1892 qu'une escadre russe rende la visite de l'escadre française à Cronstadt. Alexandre III y consentit et envoya une escadre à Toulon, en provenance de la mer Noire. Commandée par le contre-amiral Avellan, elle arriva à Toulon le 13 octobre 1893, composée du cuirassé *Imperator Nicolai I^{er}*, des croiseurs cuirassés *Pamiat Azova* et *Admiral Nakhimov*, du croiseur *Rynda* et de la canonnière *Terets*. L'accueil des Russes fut triomphal et chaleureux ; en plus des bâtiments français sur la rade de Toulon, il y avait de multitude embarcations venues saluer les amis russes. Le cuirassé *Formidable* tira 21 coups de canon. Le quai de l'Hôtel de ville fut rebaptisé quai Cronstadt. Il y eut de nombreuses festivités à Toulon, puis, pour une importante délégation russe, à Paris et à Lyon et Marseille sur le retour vers Toulon où la fête se poursuivit du 24 au 26 octobre. Le 27, le Président de la République française, Sadi Carnot, se rendit à Toulon pour honorer les marins russes¹⁴. Ces deux escales avaient donc rencontré un grand succès populaire en Russie comme en France.

La convention d'août 1892 entre les deux armées de terre fut finalement ratifiée par le tsar en décembre 1893, soit plus d'un an après son élaboration. Alexandre avait alors perdu tout espoir de conciliation avec l'Allemagne qui s'armait et devenait de plus en plus puissante. Le ministre des Affaires étrangères russe en informa l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg : *Après avoir examiné, d'ordre Suprême, le projet de Convention militaire élaboré par les états-majors russe et français en août 1892 et en avoir soumis mon appréciation à l'Empereur, je me fais un devoir d'informer Votre Excellence, que le texte de cet arrangement, tel qu'il a été approuvé en principe par Sa Majesté et signé par MM. l'Aide de Camp général Obroucheff et le général de division de Boisdeffre, peut être considéré désormais comme ayant été définitivement adopté dans sa forme actuelle. Les deux États-Majors auront ainsi la faculté de se concerter en tout temps et de se communiquer réciproquement tous les renseignements qui pourraient leur être utiles.*¹⁵ Le Président de la République apposa sa signature sur le document le 4 janvier 1894 ; ce dernier n'était qu'une convention militaire afin de ne pas avoir à le soumettre au contrôle du Parlement, ceci pour en préserver le secret¹⁶. La coopération entre les deux armées de terre allait se mettre en place, l'armée française, peu impressionnée par les grandes revues et manœuvres russes, se montrant lucide au sujet des faiblesses de son partenaire¹⁷. Notons qu'en dépit des escales croisées des

¹³ *Ibid*, p. 92.

¹⁴ SAIBÈNE (Marc), *Ibid*, p. 75.

¹⁵ *Ibid*, p. 128.

¹⁶ DUJIN (Nicolas), « Vers l'alliance franco-russe : la convention militaire de 1892 », *Revue Historique des Armées*, n°237, 2004. pp. 22.

¹⁷ DE MESTIER DU BOURG (Yves), *Alliance franco-russe, un voyage officiel à Saint-Petersbourg en 1897*, L'Harmattan, 2023, p. 10.

marines russe et française, la convention en vigueur ne comprenait aucune disposition navale ; nous reviendrons plus loin sur la raison de cette absence.

La consolidation de l'Alliance et les voyages d'État.

Alexandre III mourut le 20 octobre 1894. Son fils Nicolas II allait inaugurer une série de visites d'État très fastueuses. A l'époque, les seuls moyens de se déplacer à grande distance étaient le train et le bateau. Mais il n'était bien entendu pas question pour le souverain russe et pour le Président de la République de se rendre chez l'allié pour célébrer une amitié scellée contre Berlin en passant par l'empire allemand. Aussi, les bâtiments des flottes de guerre et les yachts impériaux, inscrits sur la liste navale, restaient les moyens les plus appropriés pour les déplacements des chefs d'État, en complément de leur rôle en matière de diplomatie navale, tandis que nombre de délégations d'état-major firent de fréquentes traversées de l'Allemagne par voie ferrée¹⁸.

Nicolas II se rendit en France en octobre 1896. Le 5, il arriva avec son épouse à Cherbourg en provenance de Plymouth à bord des yachts *Etoile polaire* et *Standart*, escortés par une flottille russe. Ils furent accueillis par le Président Félix Faure et participèrent à une revue navale en rade, puis se rendirent à Paris. Le 6, les souverains russes posèrent la première pierre du pont Alexandre III. Le 9, une grande revue militaire au camp de Châlons fut organisée en leur honneur¹⁹.



¹⁸ *Ibid*, p. 14.

¹⁹ MOUROT (Marjolaine), « L'Alliance vue par les peintres », *Neptunia HS*, 2010, p. 46.

Félix Faure se rendit en Russie en août 1897. Il arriva à Cronstadt le 23 à bord du croiseur cuirassé *Pothuau*, accompagné du croiseur cuirassé *Dupuy de Lôme* et du croiseur *Surcouf*. Le Président de la République fut accueilli par le tsar sur le Yacht *Alexandria*. Il était accompagné par de nombreux industriels français qui pouvaient fournir à la Russie aciers spéciaux, canons, et bâtiments, comme le cuirassé *Tsarévitch* qui serait construit à La Seyne à partir de 1899²⁰. Le Président français posa la première pierre du pont de la Trinité sur la Neva à Saint-Pétersbourg qui allait être construit par l'entreprise française Société de construction des Batignolles. Lors d'un toast, le tsar salua *l'union contractuelle des deux nations amies et alliées* ; on pouvait donc maintenant presque parler d'une Alliance²¹.



Le tsar et le Président de la République Félix Faure à bord du yacht *Alexandria* en août 1897. À gauche du tsar, le vice-amiral Gervais, à droite du Président, le général de Boisdeffre, à droite en costume de marin le tsarevitch

²⁰ SHELDON-DUPLAIX (Alexandre), *Ibid*, p. 13.

²¹ SAIBÈNE (Marc), *Ibid*, p. 78.



L'amiral Gervais et l'amiral Avelan lors du voyage de Félix Faure en Russie en août 1897

Le 18 septembre 1901 commença une nouvelle visite du tsar en France, cette fois à partir de Dunkerque. Son yacht, le *Standart*, était accompagné des croiseurs *Varyag* et *Svetlana*. Une revue navale fut organisée en rade où était regroupée l'escadre du Nord, augmentée de la 2^e division de l'escadre de la Méditerranée, soit quinze bâtiments, au mouillage sur deux lignes. Elle devait être faite avec les autorités à bord du *Cassini*, mais le mauvais temps ne le permit pas et, finalement, le Président de la République embarqua sur le *Standart*. Le tsar fut salué par une salve de 101 coups de canon et les sept Hourras des équipages français. Il put voir lors de la revue trois sous-marins qui plongèrent de concert. Il se rendit ensuite en Champagne pour assister à des grandes manœuvres, puis à une grande revue à Bétheny, près de Reims²². Ces manifestations d'amitié s'accompagnaient d'un renforcement des liens économiques. On estime en effet qu'au début des années 1900, un tiers de l'épargne des Français permettait l'essor de l'industrie russe.

²² « La revue navale de Dunkerque », *Armée et Marine* N°39 du 29 septembre 1901, p. 670.



La revue navale de Dunkerque le 18 septembre 1901
(tableau de Tkatchenko – mairie de Marsanne. Drôme)



En 1902, ce fut cette fois Émile Loubet qui se rendit en Russie. Le 20 mai, il arriva à Cronstadt à bord du croiseur cuirassé *Montcalm*, escorté par le croiseur *Guichen* et les contre-torpilleurs *Fauconneau*, *Yatagan* et *Cassini*. Le Président, accueilli par le grand-duc Alexis, amiralissime, passa en revue deux lignes de bâtiments au mouillage. Après diverses activités avec le tsar à Saint-Pétersbourg, notamment une grande revue des troupes, il quitta la Russie le 23 pour Copenhague²³.



Sur l'apponement de Peterhof, le tsar et le Président de la République passent en revue le piquet d'honneur (1902)

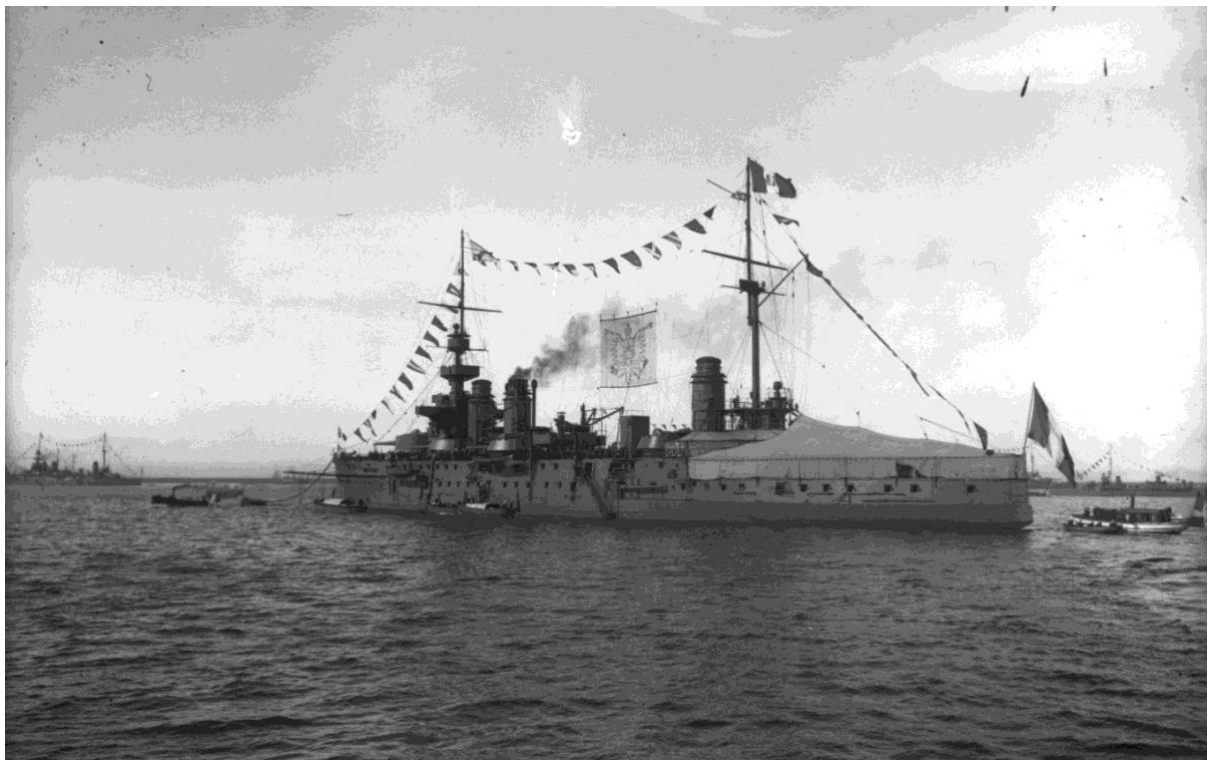
La guerre russo-japonaise de 1904-1905 interrompit pour quelques années ces voyages d'État. Naturellement, les préoccupations russes se détournèrent un peu de la sécurité en Europe. En situation de faiblesse l'empire russe connut par ailleurs sur le plan intérieur des agitations – souvenons-nous de la révolte du cuirassé *Potemkine* qui s'étendit dans la ville d'Odessa et fut réprimée avec une grande violence – qui inquiétèrent les investisseurs français. Par ailleurs, la Grande-Bretagne et la France réglèrent leurs différends en avril 1904 par la signature d'une série d'accords. En juillet 1905, Guillaume II tenta de séduire Nicolas II lors d'une entrevue en tête à tête et un traité de défense, contraire à l'Alliance franco-russe fut sur le point d'être conclu²⁴. Il est possible que le tsar fût dépité par le rapprochement franco-anglais, alors que Londres avait été un allié du Japon, bien qu'ayant conservé une certaine neutralité pendant le conflit. L'Alliance entre Saint-Pétersbourg et Paris connut donc une dépression passagère, jusqu'à ce que Nicolas II réaffirme son attachement à l'alliance avec la France en 1906. De surcroît, la Grande-Bretagne et la Russie signèrent un accord similaire aux accords franco-britanniques le 31 août 1907, lequel délimitait leurs sphères d'influence du côté de la Perse, de l'Afghanistan et du Tibet. Ces accords entre les trois pays constituèrent la Triple Entente, faisant face à la Triple Alliance de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie.

La situation étant stabilisée sur le plan diplomatique, il y eut un nouveau voyage du Président français en Russie : Armand Fallières embarqua le 5 juillet 1908 à Dunkerque sur le cuirassé *Vérité*, escorté par le croiseur *Dupetit-Thouars*, l'avisos *Cassini* et les contre-torpilleurs *Baliste* et *Arquebuse*. Il fut de retour le 4 août suivant. Cette visite fut rendue par Nicolas II l'année suivante ; ce dernier arriva à Cherbourg le 31 juillet 1909 à Cherbourg à bord du yacht *Standart*, accompagné du yacht *Étoile polaire*, du croiseur

²³ « Le voyage du président en Russie », *Armée et Marine* N°22 du 1^{er} juin 1902, p. 396.

²⁴ SAIBÈNE (Marc), *Ibid*, p. 82.

cuirassé *Admiral Makarov*, récemment construit en France, du croiseur *Riourik* et des contre-torpilleurs *Emir Boukharskti* et *Mockvitianin*²⁵.



Le croiseur cuirassé *Vérité*, lieu de l'entrevue privée entre le président Fallières et le tsar Nicolas II, à Cherbourg, le 31 juillet 1909

La crise d'Agadir au cours de l'été 1911 conduisit les états-majors des armées française et russe à se concerter davantage. Lors d'une conférence près de Saint-Pétersbourg, ils convinrent qu'en cas de guerre contre l'Allemagne celle-ci devait être attaquée simultanément à l'Est et à l'Ouest.

Le Président du Conseil français, Raymond Poincaré effectua un voyage en Russie de 9 au 16 août 1912. Il y retourna, désormais en tant que Président de la République, en juillet 1914. Le 16, une division constituée des récents cuirassés *France* et *Jean Bart*, du croiseur *Lavoisier* et des contre-torpilleurs *Stylet* et *Tromblon* appareilla de Dunkerque sous le commandement du vice-amiral Le Bris. Elle arriva à Cronstadt le 21. Poincaré assista à une impressionnante revue militaire près de Saint-Pétersbourg les 22 et 23 au cours de laquelle défilèrent 60 000 soldats. Le voyage présidentiel en Baltique fut ensuite écourté compte tenu de la succession d'événements aboutissant à la guerre²⁶.

Les relations entre les deux marines à partir de la conclusion de l'Alliance.

Le 6 février 1912, le ministre de la Marine affirma à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg que l'Empereur verrait avec satisfaction s'établir entre les états-majors de la marine française et de la marine russe des rapports directs semblables à ceux qui existaient depuis 1892 entre les états-majors de l'armée des deux pays²⁷. Cela paraît très tardif, mais il y a deux explications à ce retard, en dépit des escales croisées qui se succédèrent à partir de 1891.

La première explication tient à la France : la Marine nationale considéra dès l'origine qu'elle n'avait pas grand soutien à attendre de la marine impériale face aux marines des empires centraux et à la marine italienne, d'une part parce que les Russes étaient surtout présents en Baltique, où la France n'avait guère d'intérêts, et en mer Noire, mer quasi-fermée par la Turquie, ce qui handicapait grandement toute action conjointe contre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. D'autre part le tonnage de la flotte russe était encore modeste comparé à celui des autres puissances maritimes, avant et juste après la guerre russo-japonaise au cours de laquelle elle souffrit particulièrement, et cela avant qu'elle remontât en puissance.

²⁵ *Ibid*, p. 83.

²⁶ *Ibid*, p. 86.

²⁷ Documents diplomatiques, *Ibid*, p. 133.

La seconde explication tient à la Russie : avant 1904, la marine impériale était surtout préoccupée par le théâtre extrême-oriental.

Comparaison des marines de guerre européennes.

Comparons les principales flottes à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècles.

1898 ²⁸ (en service / en construction)	Angleterre	France	Allemagne	Italie	Russie
Cuirassés	45/12	29/6	21/3	13/2	10/8
Croiseurs	105/29	34/15	7/7	16/6	11/5
Garde-côtes	15/0	14/0	11/0	0/0	12/4
Porte- torpilleurs	3/0	1/0	1/0	2/0	4/1
Contre- torpilleurs	77/48	13/3	5/1	15/4	17/5
Torpilleurs	101/0	211/9	105/9	140/1	152/20

En 1898, les cuirassés russes n'étaient donc pas très nombreux et étaient pour les deux tiers basés en Baltique et surtout en mer Noire²⁹, ce qui justifiait le faible intérêt naval français. Cependant, à la veille du conflit russo-japonais, la flotte russe s'était beaucoup étoffée grâce à de nombreuses constructions neuves commandées, en particulier en France.

1903 ³⁰	Angleterre	France	Russie	Allemagne	Autriche	Italie	Turquie
Cuirassés	56	25	25	21	9	16	5
Croiseurs cuirassés/protégés	104	42	26	14	7	23	2
Contre-torpilleurs	128	30	54	1	7	13	0
Torpilleurs	12	182	80	88	27	8	25

Les faiblesses de la marine russe.

En plus de la relative faiblesse du tonnage russe, notamment en bâtiments de ligne, et de sa répartition peu favorable à une coopération avec la Marine nationale, c'est la valeur de la flotte russe qui était considérée insuffisante par les Français. Par exemple, l'escadre de la mer Baltique ne pouvait guère s'entraîner car elle était désarmée de fin septembre à début mai, ses bâtiments étant bloqués par les glaces³¹. Cette faiblesse était bien jaugée grâce à la présence d'attachés navals français de qualité à Saint-Petersbourg, bien qu'ils eussent du mal à tisser des liens avec l'état-major russe, au-delà de leur cordialité, voire de leur chaleur : les amiraux russes étaient réticents à échanger et à dévoiler les faiblesses de leur marine³².

En 1895, l'attaché naval français, le lieutenant de vaisseau de Hautefeuille, établit un rapport complet sur la marine russe qui indiquait tous ses défauts et le faible soutien à attendre de sa part du fait de son déploiement dans des mers quasi-fermées et de son intérêt marqué pour le Pacifique³³.

Au titre des réticences, la diplomatie française considérait de plus, dans les années 1890, qu'un lien trop étroit entre les marines russes et françaises risquait de provoquer la superpuissance maritime britannique³⁴. D'ailleurs, il fut envisagé un moment qu'une escadre russe restât en Méditerranée, sur une suggestion initiale du vice-amiral Gervais : la France aurait mis à la disposition de la Russie un point

²⁸ DESCHAMPS (Philippe), *Ibid.*

²⁹ SAIBÈNE (Marc), *Ibid.*, p. 99.

³⁰ Commandant DE BALINCOURT, *Les Flottes de combat en 1903*, Librairie militaire Berger-Levrault et Cie, éditeur, 1903.

³¹ SAIBÈNE (Marc), *Ibid.*, p. 95.

³² *Ibid.*, p. 74.

³³ *Ibid.*, p. 78.

³⁴ DE PRENEUF (Jean), « 1891-1893. La diplomatie navale au cœur de l'Alliance franco-russe », *Cols bleus n°3086*, p.47.

d'appui à Philippeville en Algérie, mais le Quai d'Orsay imposa son veto avant même que la Grande-Bretagne ne s'y opposât³⁵.

Cependant, la confiance aidant, les Russes finirent par s'ouvrir en dévoilant leur programme de construction et leur projet de répartition des bâtiments entre les différents théâtres. En 1897, l'attaché français estima qu'une convention pouvait enfin être élaborée, mais l'état-major français ne percevait toujours pas ce que la marine russe pouvait lui apporter³⁶. On en resta donc là entre états-majors, même si des constructions de bâtiments russes eurent lieu à La Seyne (le *Tsesarevitch* et le croiseur cuirassé *Bayan* à partir de 1899, l'*Amiral Makarov* et trois contre-torpilleurs à partir de 1905) et au Havre (le croiseur *Svetlana* à partir de 1895 et quatre contre-torpilleurs à partir de 1899, puis huit autres à partir de 1905), mais aussi à Grandville (un contre-torpilleur à partir de 1899). Notons d'ailleurs que de nombreuses constructions de bâtiments russes furent réalisées par des chantiers anglais, mais aussi allemands³⁷ !

La guerre contre le Japon devait révéler au grand jour les faiblesses de la marine impériale, car la flotte japonaise triompha successivement de la flotte russe d'Extrême-Orient et de la flotte de la Baltique venue à la rescousse après une traversée épique. Dès lors la Russie ne disposait plus que de 5 cuirassés ; elle passa du 3^e rang mondial au 6^e rang. Et l'attaché naval français quittant ses fonctions en 1911 portait toujours un jugement sans appel au sujet des marins russes : « *Leurs qualités sont la bravoure, l'esprit de discipline, l'esprit militaire, l'amour de leur pays, l'obéissance passive, la résistance physique, l'intelligence et la compréhension rapide. Leurs défauts sont l'indécision, la peur des responsabilités, l'indolence, l'absence d'esprit pratique, l'amour des papiers et de l'administration, ... le manque de délicatesse dans la question d'argent... [et le manque de] chefs.* »³⁸

Cependant, la marine russe allait remonter en puissance en Europe – elle délaisserait l'Extrême-Orient après son échec contre le Japon –, en disposant en 1914 de 11 cuirassés, dont 4 en Baltique et 7 en mer Noire³⁹. Ce serait néanmoins bien peu face aux flottes allemande (37 cuirassés, 7 croiseurs de bataille), après les efforts impulsés par l'amiral Tirpitz, autrichienne (13 cuirassés), italienne (14 cuirassés) – heureusement, l'Italie observerait au début de la Première Guerre mondiale une stricte neutralité – et turque (aucun cuirassé digne de comparaison), maîtresse des détroits, soit 71 bâtiments de ligne pour la Triple Alliance. Heureusement, les Anglais disposeraient de 70 cuirassés et 10 croiseurs de bataille, et la France de 25 cuirassés, soit 116 bâtiments de ligne pour la Triple Entente⁴⁰.

Vers la convention navale de 1912.

Lors de la rencontre du 31 juillet 1909 entre Armand Fallières et Nicolas II à Cherbourg, le projet d'un accord naval fut à l'ordre du jour, mais ce dernier n'aboutit pas⁴¹. Cependant, à partir de 1910, les escales techniques ou non à Toulon se multiplièrent, ce qui donna aux officiers de marine des occasions de sympathiser. Et enfin en février 1912, les Russes furent finalement à l'origine du rapprochement qui aboutit à la convention du 16 juillet 1912 qui fut approuvée par le tsar le 15 août suivant :

ARTICLE PREMIER. Les forces navales de la France et de la Russie coopéreront dans toutes les éventualités où l'alliance prévoit et stipule l'action combinée des armées de terre.

ART. 2. La coopération des forces navales sera préparée dès le temps de paix. A cet effet, les Chefs d'État-Major de l'une et l'autre Marines sont dès maintenant autorisés à correspondre directement, à échanger tous renseignements, à étudier toutes hypothèses de guerre, à concerter tous programmes stratégiques.

ART. 3. Les Chefs d'État-Major de l'une et l'autre Marines conféreront en personne, une fois l'an au moins ; ils dresseront procès-verbal de leurs conférences.

ART. 4.

³⁵ SAIBÈNE (Marc), *Ibid*, p. 75.

³⁶ *Ibid*, p. 80.

³⁷ *Ibid*, diverses pages.

³⁸ Alexandre Sheldon-Duplaix, *Ibid*, p. 14.

³⁹ SAIBÈNE (Marc), *Ibid*, pp. 213, 306, 314 et 326.

⁴⁰ Commandant DE BALINCOURT, *Les flottes de combat en 1915*, Augustin Challamel, éditeur, 1915.

⁴¹ SHELDON-DUPLAIX (Alexandre), *Ibid*.

Pour la durée, l'efficiace et le secret, la présente Convention est assimilée à la Convention militaire du 17 août 1892 et aux accords subséquents.

La convention fut signée par les deux chefs d'état-major généraux et les deux ministres de la Marine⁴².

En complément, une convention d'échange de renseignement fut établie à la même date et signée par les deux chefs d'état-major généraux :

A partir du 1/14 septembre 1912, le Chef d'État-Major général de la Marine impériale russe et le Chef d'État-Major général de la Marine française échangeront tous renseignements sur leurs marines respectives et, régulièrement tous les mois, par écrit, les renseignements que ces deux pays pourront se procurer ; le télégraphe chiffré pourra être employé en certains cas urgents ;

*Pour éviter toute indiscretion ou toute divulgation relative à ces renseignements, il est indispensable d'adopter le procédé de transmission suivant : toute demande de renseignements sur la Marine française, intéressant la Marine russe, sera adressée par l'Attaché naval russe à Paris au Chef d'État-Major général de la Marine française ; et, réciproquement, toute demande de renseignements sur la Marine russe, intéressant la Marine française, sera adressée par l'Attaché naval français à Saint-Petersbourg au Chef d'État-Major général de la Marine russe. Ce procédé sera exclusif de tout autre : on ne pourra donc pas, en principe, demander directement aux Attachés navals des renseignements sur leur propre Marine.*⁴³

Il fut convenu d'établir un code commun spécifique par pavillons ou TSF et les états-majors évoquèrent la possibilité de l'entrée d'une escadre russe en Méditerranée depuis la mer Noire qui serait entretenue à Bizerte.

Le 26 mai 1913, le vice-amiral Le Bris, chef d'état-major général, se rendit à Cronstadt avec le croiseur *Jeanne d'Arc* ; il y fut reçu par le tsar⁴⁴. Cette année-là, des officiers français commencèrent à être reçu en stage sur des bâtiments français⁴⁵...

Après août 1914.

En dépit de l'enthousiasme suscité par l'Alliance au sein de l'opinion publique, il faut cependant reconnaître que sur le plan naval, contrairement au rapprochement des états-majors des deux armées depuis 1893, la convention entre marines n'eut guère de conséquences sur les opérations alliées de la guerre à venir. L'escadre russe était trop faible en Baltique face à la marine allemande ; l'escadre de la mer Noire était quant à elle bloquée dans ce théâtre par la Turquie contre laquelle la Russie déclara la guerre le 2 novembre. Elle entreprit alors quelques actions contre le Bosphore sans grands résultats, si ce n'est occuper les Turcs, avant puis après le débarquement des alliés sur la péninsule de Gallipoli. Et la révolution russe allait mettre un terme à tout espoir de contribution importante de la marine russe aux opérations alliées.



⁴² Documents diplomatiques, *Ibid*, p. 136.

⁴³ *Ibid*.

⁴⁴ SAIBÈNE (Marc), *Ibid*, p. 84.

⁴⁵ *Ibid*, p. 85.

BIBLIOGRAPHIE

Commandant DE BALINCOURT, *Les Flottes de combat en 1903*, Librairie militaire Berger-Levrault et Cie, éditeur, 1903.

Commandant DE BALINCOURT, *Les flottes de combat en 1915*, Augustin Challamel, éditeur, 1915.

DE PRENEUF (Jean), « 1891-1893. La diplomatie navale au cœur de l'Alliance franco-russe », *Cols bleus* n°3086.

DE SCHAMPS (Philippe), *Le livre d'or de l'Alliance franco-russe*, 1898.

DUJIN (Nicolas), « Vers l'alliance franco-russe : la convention militaire de 1892 », *Revue Historique des Armées*, n°237, 2004.

GUIHENEUC (Olivier), « L'expédition combinée de la Baltique en 1870 », *Revue maritime* tome 9, 1924.

MANFRED (A. Z.), « Quelle fut la cause de l'Alliance franco-russe ? », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 1, n°1, Mai 1959.

MOUROT (Marjolaine), « L'Alliance vue par les peintres », *Neptunia HS*, 2010.

ROUSSET (CAMILLE), *Histoire de la guerre de Crimée, tome second*, Librairie Hachette et Cie, 1877.

SAIBENE (Marc), *La marine impériale russe de 1870 à sa chute*, Éditions Lela Presse, 2020.

SHELDON-DUPLAIX (Alexandre), « L'Alliance franco-russe et ses implications navales », *Neptunia HS*, 2010.

Documents diplomatiques. L'alliance franco-russe, Imprimerie nationale, 1918.

Fonds Marine SHD Vincennes BB2 483, BB4 491, BB4 939